



**« Initiative solidaire Afrique – Haïti de Cités Unies France :
La solidarité internationale et la coopération décentralisée à l'épreuve de la
pandémie de Covid-19 »**

Réunion jeudi 23 avril 2020 à 14h30

Lieu : **plateforme Zoom**

Compte-rendu

Version du 27/04/2020

Collectivités présentes :

ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI (AMM), ANGERS, ARRAS, CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE L'AUDE, CONSEIL REGIONAL AUVERGNE
RHONEALPES, BONDY, BORDEAUX, CAPNORDMARTINIQUE, CHAMBERY, CHATEAU-
THIERRY, CHERBOURG, CHOISY LE ROI, COMMUNAUTE DE COMMUNES FAUCIGNY-GLIERES,
COMMUNAUTE URBAINE DE DUNKERQUE, CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES,
FEDERATION NATIONALE DES VILLES TUNISIENNES, CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTE, GRAND LYON, GUYANCOURT, HEROUVILLE SAINT-CLAIR, ISSY LES
MOULINEAUX, LIEUSAIN, LIMOGES, CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LOIRE ATLANTIQUE,
LYON, MARSEILLE, CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE, MULHOUSE,
CONSEIL REGIONALE DE LA NOUVELLE-AQUITAINE, CONSEIL REGIONAL OCCITANIE, CONSEIL
REGIONAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,
PANAZOL, PARIS, POITIERS, PSEAU, RENNES, REZE, SAVIGNY LE TEMPLE, STRASBOURG,
TOULOUSE METROPOLE, TOURS, CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL DE MARNE, CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE, VIROFLAY et toute l'équipe de Cités Unies France

Animatrice : Geneviève Sevrin

Introduction

- Rappel des règles de fonctionnement de la réunion et des enjeux soulevés lors de la précédente réunion le 14 avril 2020.

- Mot d'introduction **Jocelyne Bougeard** (ajointe aux relations internationales au maire de Rennes et vice-présidente de CUF) représentant Roland Ries, président de Cités Unies France, maire de Strasbourg, excusé) :
- Remerciements envers tous les participants ainsi qu'envers l'équipe de CUF.
- Rappel de l'importance de la coopération avec les collectivités partenaires, les ambassades et les ministères des différents gouvernements, parfois complexe.
- Les capacités de résilience des partenaires étrangers sont supérieures à celles françaises et plus largement européennes, en raison également du niveau de contamination moindre qu'en Europe et en Chine. Pour autant, il faut continuer à travailler sur la prévention de la diffusion du virus.
- Il est nécessaire d'élaborer des politiques concertées avec les ambassades et les ministères des pays partenaires, ce qui n'est pas simple.

Intervention de la Fédération nationale des villes tunisiennes - Nazek Ben Jannet et Wiem Pousse

- **Situation en Tunisie** : 900 cas, 40 décès. Le pays commence à intensifier les tests (objectif de 4000 tests/semaine). Il y a une légère régression.
- **Le rôle des autorités locales tunisiennes** : les communes ont un rôle limité sur la gestion de la pandémie. Leurs compétences sont : la désinfection des lieux, la collecte des déchets, l'inhumation des victimes, la sensibilisation auprès des citoyens, la fourniture de certificats de naissance et décès, la distribution des aides pour les plus vulnérables (aides alimentaire, d'hygiène, financière). Les organisations de la société civile interviennent beaucoup avec les communes.
- **La FNVT est intervenue à 2 niveaux** :
 - Une enquête a été menée avec le ministère des affaires locales concernant les besoins pour identifier les besoins des communes et cibler les aides
 - Focale faite sur la communication : un groupe Facebook a été créé pour que les communes échangent sur leurs pratiques.
 - Actuellement, le processus de décentralisation est en œuvre, mais les communes ont toujours très peu de mainmise, elles ont des relations peu développées entre elles. Il y a des initiatives dans certaines collectivités. Par exemple : avec l'aide d'organisations de la société civile, des communes ont recours à des espaces collectifs pour les aménager et accueillir les personnes atteintes du Covid-19 ; des conteneurs sont mobilisés pour en faire des espaces d'accueil. Cependant, ces initiatives restent timides et concernent une minorité de collectivités. La mobilisation des communes n'est pas portée de façon collective.
- **Dispositifs**
 - Confinement toujours en vigueur

- Il n'y a que 200 lits de réanimation sur un total de 20 000 lits disponibles dans les hôpitaux publics, ce qui représente 1,1% (selon le ministre de la santé, Abdellatif Mekki), ce qui est insuffisant.
- La municipalité de Tunis a lancé un centre d'appel ouvert, en lien avec le Croissant rouge, les scouts, pour soutenir le ministère de la Santé. De plus, un numéro de téléphone spécifique pour chaque ville a été mis en place : ce sont principalement des cellules d'écoutes pour violences faites sur femmes et enfants mais également pour venir en aide aux plus vulnérables, qui ne peuvent se déplacer pour aller faire leurs courses ou autres. On soulève ici l'importance de porter une aide pour remédier à la détresse locale
- Anticipation des vacances scolaires afin de réduire le risque de contamination (les vacances qui étaient prévues à partir du 15 mars ont été décalées d'une semaine à l'avance).

➤ **Besoins les urgents**

- Les produits les plus nécessaires actuellement sont : des produits de désinfection, des masques, des stérilisants, vêtements spéciaux de protection, matériels de désinfection.
- Travailler sur les aides à fournir aux citoyens et aux plus vulnérables. Notamment concernant les violences faites aux femmes et aux enfants (chiffres multipliés par 7 en Tunisie durant le processus de confinement). Les mesures prises sont insuffisantes. La FNVT travaille avec la Fédération canadienne des municipalités pour jouer un rôle et venir en aide aux femmes victimes de violences.

Valérie Dumontet : En France il y a aussi des dispositifs nationaux. Néanmoins, ce qui fait la différence sur le terrain, c'est **la capacité des collectivités territoriales françaises à innover**.

Pour le matériel : le CD de l'Aude a fait appel aux entreprises locales pouvant produire les produits nécessaires dans les secteurs de l'hygiène, du nettoyage et de confection textile.

Pour l'aide aux plus vulnérables : le CD a fait appel à des bénévoles et à recenser les éducateurs sociaux. Une cellule d'écoute locale spécifique existe pour soutenir les personnes dans les besoins ou en détresse.

Nazek Ben Jannet – FNVT : on observe que les collectivités territoriales sont en apprentissage, des communes se démarquent, des initiatives n'ont pas fonctionné, alors qu'elles étaient a priori intéressantes.

Interventions de deux collectivités françaises ayant une coopération avec des collectivités tunisiennes

Cécile Elizalde – PACA- Kasserine/Tunis :

- La Région PACA travaille sur la mise en place d'une cellule diplomatique pour échanger autour de la gestion de la crise. A la volonté du président de la Région, des visioconférences sont prévues entre des élus de la Région PACA et l'exécutif partenaire de Tunis et de Kasserine. Cette cellule a vocation à échanger sur la coopération en temps de pandémie afin d'ouvrir de nouvelles pistes de coopération.

- L'équipe des relations internationales de la Région prépare des messages de solidarité pour leurs partenaires tunisiens.

- Un travail commencé il y a quelques mois est toujours en cours d'élaboration avec le ministère de l'Agriculture et le ministère des Affaires locales sur l'élaboration de projets de coopération.

Ainsi, deux projets seront soumis le 19 juin : un projet portant sur la protection de la biodiversité d'une zone unique et sensible dans le grand Tunis impliquant plusieurs communes de Tunis, le ministère de l'Agriculture et le ministère des Affaires étrangères. Le deuxième projet porte sur la création d'une fondation de recherche, celui-ci est toujours en instruction.

Dunkerque - Bizerte - Nordine Henni :

- Un projet de service de collecte de déchets à Bizerte lancé fin mars n'a pas été abouti à cause de la pandémie.

- La collectivité partenaire est préoccupée : avec le début du Ramadan, un relâchement dans le respect du confinement est à craindre, et donc une reprise de la contamination.

- La situation économique de la Tunisie : les effets de la crise se répercuteront à long-terme, la question sociale se pose également. Les aides du gouvernement sont modestes. Le défi est de se préparer à cette situation, ce qui suscite de vives inquiétudes.

Wiem Pousse - FNVT : Une grande partie de la population vit avec des revenus journaliers, leur situation est précarisée par le confinement.

- Le processus de décentralisation est récent (les premières élections municipales se sont déroulées il y a 2 ans). Il y a une confrontation entre les compétences du pouvoir central et ceux des pouvoirs locaux. Le pouvoir central n'a pas vraiment soutenu les initiatives locales, ce qui interroge sur l'après-crise : quel va être le rapport entre l'Etat central et les autorités locales ?

- Les fonds d'aide transférés passent forcément par le pouvoir central, ce qui risque de diminuer davantage l'enveloppe pour les collectivités. L'action de proximité est nécessaire, mais en même temps, elle risque de porter préjudice dans ce contexte de décentralisation.

Virginie Rouquette - CUF: il est urgent de garder contact avec la FNVT. Un échange est envisagé entre les collectivités françaises et tunisiennes.

L'AFD a indiqué avoir débloqué 150 millions sous forme de dons pour accompagner les pays africains. La FNVT envisage-t-elle de recourir à cette même pour essayer de soulager les communes ? La question concerne l'ensemble de nos partenaires africains.

Intervention de l'Association des municipalités du Mali – Youssouf Diakité, Directeur exécutif

- **Situation :** 273 cas, 94 guéris et une dizaine de morts. Le confinement n'est pas envisagé par le gouvernement car contradictoire avec le mode de vie et les besoins de la population malienne qui elle aussi vit avec des revenus journaliers, néanmoins il a été mis en place un couvre-feu à partir de 21 heures.

- **Relation Etat/collectivités** : l'Etat centralise toutes les actions, les collectivités ne sont pas suffisamment impliquées dans la gestion de la crise.

Par exemple à Bamako qui regroupe 50% des cas, c'est l'Etat qui prend tout en main, il n'y a donc pas d'initiatives locales. La mairie a seulement acheté des désinfectants. Concernant la sensibilisation, elle n'est pas faite par la ville.

- L'AMM a élaboré un document regroupant les moyens d'action des collectivités pour agir, des comités locaux de gestion de la pandémie. Le document rédigé par l'AMM sur les pratiques de sensibilisation sera transmis à CUF pour diffusion auprès des collectivités françaises
- La population se questionne sur la réalité de la pandémie. Le taux de contamination ne cesse d'augmenter depuis quelques semaines, les régions du Nord sont également touchées depuis peu. Dispersion du virus à cause de la situation sécuritaire. Les CT pourraient mener des actions en ce sens.

- **Dispositifs**

- La distanciation sociale est difficile surtout lorsque les marchés et lieux de cultes restent ouverts
- Un travail important de sensibilisation reste à faire auprès des citoyens.
- Il y a un programme d'action d'urgence entre les maires maliens pour faire face à la pandémie. Cependant, l'Etat se présente comme le contributeur principal de ce programme alors que les collectivités maliennes ont manifesté leur souhait d'abonder le fonds.
- Sensibilisation par des messages à la radio par l'initiative de l'Etat uniquement.

- **Situation spécifique dans la région de Kayes**

Il s'agit de la deuxième région plus atteinte après Bamako. Les cas recensés concernent des personnes qui s'étaient rendues en Europe. Ce qui complique le recensement, c'est que les citoyens craignent d'être stigmatisés et préfèrent ne pas se rendre dans les centres de santé.

- **Eléments concrets sur la réalité des risques et relative quiétude de la population face à ces derniers**

Il n'y pas d'affiches de sensibilisation dans les communes. En outre, les chiffres sont sous-évalués. Des personnes préfèrent rester chez elles, elles ne se déplacent pas dans les centres de santé et ne sont donc pas répertoriées. Les tests sont réservés aux personnes qui présentent des symptômes avancés.

- **Echanges avec d'autres pays africains sur cette gestion de la crise**

Une concertation est en cours sur les actions communes entreprises au niveau continental, et des consultations ont lieu avec les instances togolaises.

Les pays africains s'accordent globalement à dire que les chiffres officiels sont largement en deçà de la réalité. En effet, la population attend systématiquement un point critique pour aller se soigner et se tester.

Mulhouse - Sofara fakala – Martine Moser :

- Mulhouse fait une veille sur la situation avec leur collectivité partenaire via un ressortissant malien résidant à Mulhouse qui est le point de contact entre les deux collectivités.
- La mise en œuvre du confinement est difficile dans la région de Mopti et plus précisément à Sofara fakala car la population est principalement agricole et vit de recettes journalières. A cela s'ajoute le contexte d'insécurité dans la région de Mopti.

Rennes - Cercle de Bandiagara- Marie-Ange Orihuela :

- La CT est toujours en contact avec le cercle de Bandiagara, la majeure partie des échanges reposent sur la gestion de crise en Europe.
- **Constat :** Pour l'instant seulement un cas est suspecté, on remarque une non-sensibilisation de la population. De plus, l'arrivée en masse de personnes en provenance de Bamako augmente le risque de contamination et peut participer à la propagation du virus. Il a été néanmoins décidé que les écoles et universités seraient fermées du 9 avril jusqu'au 9 mai.
- Il y a très peu de demande provenant de la CT malienne mais les principales demandes sont liées à l'approvisionnement en masques.

AMM – Youssouf Diakite :

- Il faut voir dans quelles mesures organiser l'acheminement de matériels, pour cela les CT françaises et maliennes doivent concorder leurs actions. De plus, le manque de moyens matériels a pour conséquence qu'une partie de la population entreprend la fabrication de ses propres masques en tissus et vont les vendre dans la rue sans protection, ce qui multiplie les risques.
- Il faut également garder à l'esprit qu'il y'a des normes à respecter en ce qui concerne la fabrication des masques et elles ne sont généralement pas respectées, cela souligne le manque d'information de la population et la sous-évaluation de la gravité de la pandémie. Des actions ponctuelles ont été menées à Bamako pour informer les communes à se pourvoir en équipement, mais ces actions n'ont pas eu lieu dans d'autres villes maliennes.

➤ Autre pays du Sahel :

- En Mauritanie : la situation s'améliore et est beaucoup plus stable que dans les autres pays sahéliens
- Au Burkina Faso : la situation est critique, la crise est mal gérée, c'est le pays sahélien le moins préparé à cette crise sans précédent.
- Au Mali et au Niger : On arrive à faire face et on constate un taux de guérison assez élevé.

Cependant, le mois de ramadan risque de compliquer les dispositifs entrepris : un allègement du confinement est prévu pour permettre aux croyants de pouvoir répondre à leur besoin durant ce mois, ce qui risque de favoriser la propagation du virus.

Point sur les témoignages reçus et la publication des brèves

psEau – Guillaume Aubourg :

- Châtellerauld a communiqué sur la réaffectation - en accord avec la DAECT - des moyens dédiés à des animations qui sont impossibles à mener en contexte de confinement. Il s'agit de l'achat de gants, masques pour les agents des services de collecte des déchets et l'achat de gel et de savon fabriqués localement.

- L'AIMF a diffusé sa lettre d'informations axée sur le Covid-19 avec des présentations de pratiques des grandes villes adhérentes (du Nord et du Sud).

Angers - Benoît Pilet : Une réunion sera organisée dans quelques semaines sur le Sahel.

CUF - Constance Koukoui : - L'équipe de CUF réceptionne des informations sur les mesures gouvernementales mises en place dans les pays des collectivités partenaires mais également la perception de la maladie par la population sur le plan social et psychologique, on la considère comme une maladie importée et qui n'est pour l'instant pas une priorité.

- La collecte d'informations n'est pas exclusive à l'Afrique, elle concerne également les nouvelles des partenaires chinois, coréens etc.

- **Objectif :** effectuer des retours d'expériences et valoriser les pratiques sur la gestion de la crise. Un document de capitalisation sera édité dans quelques semaines et diffusé via le site de CUF

TRIBUNE et fonds de solidarité

A ce jour, plus de 80 élus ont signé la tribune. Celle-ci a été publiée sur le site du Monde Afrique : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/23/covid-19-nous-elus-locaux-de-france-sommes-particulierement-inquiets-pour-le-continent-africain_6037567_3212.html

Les signatures complémentaires sont intégrées à la version régulièrement mise à jour sur le site de CUF : <https://www.cites-unies-france.org/Cites-Unies-France-Tribune-des-100-maires-de-France-pour-l-Afrique>

➤ Fonds de solidarité

CUF – Simone Giovetti : pour la première fois, le fonds de solidarité lancé concerne un continent et non un pays ou une collectivité, ce qui est un enjeu de taille.

- L'appel à contribution restera ouvert jusqu'à la fin décembre 2020 pour permettre aux villes qui le souhaitent d'abonder.

- Un recensement sera mené pour identifier pour quelles priorités ce fonds interviendra et où. (Réflexion portée sur le secteur médical, notamment pour les villes les plus éloignées ou cette aide serait nécessaire plus que jamais ou encore l'aide alimentaire)

- Il faudrait également réfléchir aux moyens d'aider les villes à se doter de services de proximité pour soutenir la population.

Un comité de donateurs sera mis en place, composé des collectivités contribuant au fonds.

- Concernant l'idée que le fonds soutienne les APL pour aider les collectivités à faire face à la crise éco et social

C'est en réflexion. CUF travaille avec CGLU pour obtenir des infos sur la situation dans les pays où il n'y a pas de coopération décentralisée avec des collectivités françaises, afin de savoir si la situation y est plus grave qu'ailleurs.

Pour en savoir plus sur le fonds de solidarité CUF contacter s.giovetti@cites-unies-france.org

Conclusions et suites

- **Ajout de signatures à la tribune**

Pour la liste complémentaire de la tribune, merci d'envoyer dès que validés, les noms des élus qui souhaitent signer.

- **Organisation de la prochaine réunion**

- Convier le secrétaire général de CGLU Afrique, Jean-Pierre Elong Mbassi ainsi que la présidente des femmes maires africaines pour avoir leur vision
- Convier les représentants d'institutions : AFD, DAECT, représentants de l'UE afin de connaître leur positionnement sur les financements.
- Convier les ONG humanitaires ou de solidarité internationale, des acteurs de la transition climatique pour échanger sur les conséquences du Covid-19
- Donner la parole à la Mauritanie, Madagascar, Maroc aux prochaines réunions et peut-être Sénégal, CIV, Togo également pour une vision plus large

- **Informations complémentaires**

- Formation gratuite proposée par l'Institut Bioforce : <https://bit.ly/3bzzBm6>